

11:32 - 04 septembre 2013 par Frédéric Rohart

"Une grande crise politique pourrait assainir l'Union européenne"

Jörg Monar prend la tête du Collège d'Europe, vénérable institution brugoise qui forme depuis 1949 les futurs cadres de l'Union. Il espère un sursaut, mais s'interroge: d'où viendra le leadership?

- [Le nouveau garant de "l'Esprit de..."](#)

Il porte une moustache taillée à l'anglaise, parle un français châtié et distille un accent aux harmonies germaniques. Jörg Monar est un Européen pure souche. Depuis vingt ans, il forme l'élite de la fonction publique européenne, et depuis lundi, il est le recteur du Collège d'Europe, une maison de savoir brugoise spécialisée dans l'Union européenne et à laquelle vont notamment s'abreuver les plus hauts cadres de l'eurocratie et par laquelle est notamment passé le ministre des Finances Koen Geens. À l'heure où les institutions européennes entament leur rentrée, le professeur Monar aborde l'avenir de l'Union avec un optimisme prudent: les élections de mai prochain pourraient déclencher une crise politique vertueuse pour la construction européenne, estime-t-il. Pour autant que l'Europe se trouve un nouveau leadership.

À l'heure où les indicateurs économiques laissent entrevoir une lente sortie de crise, l'Union européenne semble très loin d'avoir retrouvé son cap...

Jörg Monar: Nous traversons l'une des phases les plus difficiles qu'ait connues le processus d'intégration européen. La crise n'est pas seulement financière et politique, mais morale. Les crises précédentes comme la crise constitutionnelle et l'échec de la communauté européenne de défense ont toujours été politiques. L'économie marchait. Cette fois, la mise en doute de l'euro a touché l'élément le plus visible de l'intégration économique européenne. Ce qui avait toujours marché, ce qui a toujours été un élément de continuité, est mis en question.

CV Express

- Naissance à Bonn en juillet 1960.
- Doctorat en histoire moderne à l'Université de Munich (Allemagne).
- Doctorat en science politiques et sociales à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie).
- Directeur du programme d'études politiques et administratives européennes au Collège d'Europe et professeur d'études contemporaines à l'Université de Sussex (Royaume-Uni).
- Le 1er septembre 2013, il succède à Paul Demaret comme recteur du Collège d'Europe (Belgique).

Simultanément, la crise a fait ressortir des questions de fond concernant la solidarité entre États membres et ses limites. On s'est aperçu qu'on a créé un projet énorme, qui fait beaucoup de sens, mais qui demande des choix très durs dès lors que le soleil ne brille plus. Les classes politiques n'étaient pas préparées. Cette union économique et monétaire a été créée dans un contexte de réflexion "nice weather". On a évité des questions de fond: qu'arrive-t-il en cas de choc asymétrique? Aujourd'hui, on touche à l'essence du processus d'intégration.

On a peine à percevoir si l'Europe sortira grandie ou diminuée de cette crise. Certains signaux incitent au pessimisme: la Commission a reçu de nouveaux pouvoirs sans recevoir de nouvelle légitimité, les États membres ont réduit pour la première fois de l'histoire le budget de l'Union européenne...

J'espère qu'elle en sortira grandie, et un élément porteur d'espoir est que la crise n'a pas donné lieu à des réactions purement nationales, comme lors de la première crise pétrolière, au début des années 1970, où on a assisté à un effort massif de renationalisation.



Il y a cinq ans, si vous m'aviez posé la question de savoir si l'Allemagne accepterait de mettre en place les mécanismes de solidarité financière que l'on a mis en place, je vous aurais répondu qu'il ne faut pas rêver... Il y a quand même eu, en partie au moins, une réaction efficace. Elle a pris beaucoup trop de temps, ce qui l'a rendue très chère. On est loin d'avoir résolu certains problèmes de fond concernant l'endettement. Mais les efforts faits, sachant que l'on touche au cœur des souverainetés nationales, des moyens budgétaires, montrent une volonté de sauver l'édifice: de faire, comme Draghi l'a dit, "everything it takes". Ce n'est pas par enthousiasme intégrationniste, c'est une question de survie. Je pense que les classes politiques dans les États membres sont prêtes à aller assez loin pour sauver cette construction.

On peut avoir des doutes sur la volonté de certains États membres comme la Hongrie et surtout le Royaume-Uni, où David Cameron veut un référendum sur le maintien ou non de son pays dans le club. Une opération très risquée...

Oui, c'est très risqué. Il peut venir le moment où des États membres doivent prendre une décision. Savoir s'ils veulent rester au cœur de la construction européenne, ou s'ils veulent passer en deuxième ligne. C'est toute la question de l'intégration différenciée. Et c'est vrai, le Royaume-Uni n'est pas le seul à présenter de fortes inclinations eurosceptiques.

Mais malgré la crise de l'euro, on voit bon nombre d'États qui gardent l'objectif de rejoindre l'euro. La Pologne est un bon exemple. La bataille est loin d'être perdue. Mais il est clair que l'on traverse la crise politique européenne la plus grave depuis l'échec de la Communauté européenne de défense en 1954. À l'époque, certains hommes politiques de haut niveau avaient émis l'éventualité de "tout arrêter". La grande différence aujourd'hui, c'est que la classe dirigeante réalise l'ampleur de notre interdépendance.

"Il va venir une heure de vérité, un moment où certains États membres vont devoir prendre une décision."

Jörg Monar,
Collège d'Europe

On a voulu créer une Europe unie, hisser la périphérie au niveau du centre. Va-t-on vers une redéfinition du rôle, des ambitions de l'Europe?

C'est une très bonne question, absolument stratégique. Je pense qu'on ne peut pas éviter plus d'intégration différenciée. On a déjà plusieurs vitesses, avec Schengen, la zone euro, la coopération judiciaire, et bientôt le parquet européen. Historiquement, un groupe pionnier va de l'avant, et graduellement les autres suivent...

On approche des élections européennes avec un euroscepticisme historiquement élevé. L'Europe ne manque-t-elle pas d'un projet fédérateur? Le marché unique, l'euro, ne parlent plus aux électeurs.

Comment communiquer l'importance et la plus-value du projet européen? C'est un problème clé. Ce que le processus d'intégration européen a offert comme avantages la libre circulation, l'ouverture des frontières, les bénéfices économiques du marché intérieur est considéré comme de l'acquis. Les avantages sont acceptés en tant que tels, mais les désavantages sont mis sur le dos de l'Europe: la crise de l'euro, c'est la faute de l'Europe.

Après la deuxième guerre mondiale, dans les années 1950, la stabilisation de l'Europe était un argument absolument clé: cette génération a été brûlée par la guerre. Ils étaient prêts à tout pour éviter que cela ne se répète. L'argument de la paix reste vrai. L'histoire a montré des périodes très prolongées de stabilité et de paix, et puis des catastrophes. Avant 1914, il y avait eu une période de paix très prolongée, et le niveau d'intégration économique était très élevé, les élites étaient européanisées.

Mais l'argument de la paix n'est pas suffisant pour créer une émotion positive. Au niveau européen, la politique de communication n'est probablement pas efficace. Mais surtout au niveau national, les gouvernements ne font pas d'efforts pour vendre le projet européen...

C'est l'éternelle question des leaders nationaux qui s'attribuent le bon grain et qui rejettent l'ivraie sur l'Europe. Ca ne va pas changer... La Commission est à la recherche d'une "new narrative", une nouvelle histoire de l'Europe. Encore un mouvement désespéré?

C'est difficile pour les institutions d'atteindre les citoyens, il n'y a pas de paysage d'opinion européenne. Mais il y a une évolution graduelle. Les médias s'intéressent de plus en plus à ce qui se passe dans les autres États membres: les Européens comprennent qu'ils sont interdépendants.

La quête de sens est liée à la construction de l'UE. La crise pourrait-elle être à l'origine d'un sursaut? Entrevoiez-vous une prochaine modification des traités?

La crise pourrait être à l'origine d'une nouvelle dynamique. Il pourrait venir un "moment of truth", comme disent les Britanniques, le moment des choix fondamentaux. On pourrait voir un groupe d'États membres dire: la réaction à la crise est de rectifier le déséquilibre entre l'approfondissement économique qu'on a réalisé et le manque d'approfondissement politique, démocratique. Et dans ce cas, vous aurez sans aucun doute des États membres qui diront: "Pas avec nous." On pourrait avoir une crise politique, peut-être avec une Europe à deux ou plusieurs vitesses, beaucoup plus différenciée qu'actuellement.

Au fond, c'est cela, l'enjeu des élections européennes: l'Europe sort doucement de sa crise économique, on redéfinit l'équilibre des forces politiques en vue du déclenchement d'une crise politique vertueuse, saine pour l'Union européenne...

Tout à fait, une crise saine: parfois les crises permettent de clarifier les choses. Le problème, c'est qu'il y a aussi des crises sans progrès, où l'on reste dans une logique négative, où rien n'est décidé. On fait du patchwork avec des petites solutions pour retarder le moment de vérité. Et cela tient généralement à un manque de leadership: des idées et une volonté d'assumer.

D'où pourrait venir ce leadership?

C'est toute la question. Pourrait-il venir de la commission? Elle est plus faible qu'elle ne l'était dans les années 1980 sous Delors, et je doute qu'elle puisse exercer ce leadership. Est-ce que cette impulsion pourrait venir du président du Conseil européen (Herman van Rompuy, NDLR)? Selon les traités, c'est techniquement possible, mais on voit que les autres chefs d'État et de gouvernement ne lui laissent pas une marge d'autonomie très large. Est-ce que ça pourrait venir d'un groupe d'États membres? Il faut faire très attention sur ce point: l'idée d'un "directoire" n'est pas nécessairement appréciée. Dans le contexte actuel, je doute qu'un leadership franco-allemand soit suffisant...

Un "Collège" aux racines de l'Europe

En 1949, les pères fondateurs de l'Union européenne ont eu l'intuition de créer une institution qui formerait les cadres de l'Union européenne dont ils s'approprièrent à poser les fondations. L'idée était de matérialiser la future Europe en formant ses élites dans un esprit commun. La ville de Bruges y a vu l'opportunité de retrouver son lustre passé, et la Belgique a mis des bâtiments et des financements à disposition de ce projet. Largement financé par les contributions volontaires d'États membres et de l'UE, le "Collège de Bruges" est ainsi devenu la référence en matière de formation européenne.

En 1993, le collège a ouvert un second campus à Natolin (Varsovie, Pologne), anticipant les élargissements à venir de l'Union européenne vers l'Est. Aujourd'hui, le Collège accueille 325 élèves à Bruges et 125 à Natolin. La plupart d'entre eux ont été présélectionnés dans leurs pays respectifs et triés sur le volet. Ils se destinent à des carrières administratives et diplomatiques, mais aussi, et de plus en plus, à des carrières dans la consultance et le lobbying de haut vol.

Lire également: [Un nouveau garant de l'Esprit de Bruges^{\(1\)}](#).

[Suivez l'auteur de cet article sur Twitter [en cliquant ici^{\(5\)}](#)]

(1) http://www.lecho.be/actualite/economie_politique_europe/Le_nouveau_garant_de_l_Esprit_de_Bruges.9395172-3323.art

(2) <http://aide.lecho.be/?op=detail&articleId=8916064&nodeId=3511>

(3) <http://www.copiepresse.be/>

(4) <http://www.lecho.be/r/t/1/id/9395172>

(5) https://twitter.com/F_Rohart

Copyright © L'Echo